

Premier budget de l'administration Plante-Dorais : la question de l'eau

Richard Bergeron, Urbaniste, membre du conseil municipal de Montréal durant 12 années

(publié par La Presse + du 15 janvier 2018)

Le premier budget de l'administration Plante-Dorais fait polémique. Pour cause, la hausse de plus de 10 % de la taxe d'eau a pour effet de propulser de 1,1 % la hausse globale des taxes que devront assumer les contribuables montréalais en 2018, la portant à 3,3 %.

La mairesse Plante se justifie ainsi : « On a décidé d'investir massivement dans les infrastructures de l'eau » (Le Devoir, 11 janvier 2018). Alexandre Sirois, chroniqueur à La Presse, semble entériner cette orientation en soutenant que « Montréal n'arrive même pas à respecter la stratégie d'économie d'eau potable mise de l'avant par Québec ! » (La Presse, même jour). Sous la plume de Pierre-André Normandin, le président du comité exécutif de la Ville, Benoît Dorais, souligne pour sa part que les canalisations de Montréal ont en moyenne 60 ans, ce qui en fait le plus vieux réseau au Québec » (idem).

Penchons-nous d'abord sur le fait que Montréal ne rencontrerait pas les cibles de Québec. Ces cibles, fixées par la *Politique nationale de l'eau*, en 2002, sont de deux ordres : réduire de 20 % la consommation globale d'eau rapportée au nombre d'habitants et abaisser à un maximum de 20 % les fuites des réseaux d'aqueduc.

Les plus récents chiffres disponibles sont ceux de l'année 2016. À cette date, la production globale d'eau potable à Montréal avait diminué de 21,7 % par rapport à 2001. Puisque Montréal a dans l'intervalle gagné près de 100 000 habitants, la production par habitant a pour sa part reculé de 28,5 %... **soit largement mieux que la cible gouvernementale.** Concernant les fuites, personne n'a jamais réellement su ce qu'elles pouvaient avoir été en 2001. Un simple consensus a fini par émerger voulant qu'elles se seraient à ce moment élevées à 40 %, soit 300 des 751 millions de mètres cubes (Mm³) à être sortis des usines de production d'eau potable cette même année. Le plus récent rapport de la Ville, celui de 2016, évalue les fuites à 180 Mm³, une réduction de 40 % par rapport aux 300 de 2001. La Ville soutient que les fuites représentent toujours 31 % de l'eau produite, soit 180 Mm³ sur 588, si bien que l'on serait encore loin de la cible fixée par la *Politique nationale de l'eau*. La subtilité, c'est que l'on a changé de dénominateur, à savoir que l'on divise 180 Mm³ par les 588 Mm³ de 2016, plutôt que par les 751 Mm³ de 2001. En fait, par rapport à 2001, point de référence de la *Politique nationale de l'eau*, les fuites du réseau montréalais se situeraient aujourd'hui autour 24 % (180 Mm³ / 751 Mm³), **soit tout près de la cible gouvernementale.**

Abordons maintenant la question des 60 ans d'âge moyen des canalisations de Montréal.

Avancer que Montréal a le réseau le plus ancien du Québec est une lapalissade, puisque l'on vient tout juste de célébrer son 375^e anniversaire, quand le mouvement général d'expansion urbaine au Québec est ultérieur à 1960. Je me souviens que l'administration

Tremblay-Zampino poussait plus loin la lapalissade en arguant que Montréal avait le réseau le plus ancien du Canada, comparant notamment Montréal à Calgary et Vancouver... respectivement fondées en 1884 et 1886. Ceci étant, ancienneté relative d'un réseau d'aqueduc équivaut-il réellement à vétusté ? Pour le savoir, il faudrait comparer Montréal non pas aux villes nord-américaines mais européennes, ce que l'on se garde bien de faire. Je pousserai moi-même plus loin le bouchon en rappelant que le réseau d'aqueduc de la plus vaste et belle médina du monde, celle de Fès, au Maroc, réseau d'aqueduc constitué pour une large part de simples poteries emboîtées les unes dans les autres, est pour l'essentiel demeuré inchangé, et parfaitement fonctionnel, depuis le XIV^e siècle (Attilio Gaudio, *Fès, joyau de la civilisation islamique*, Les presses de l'UNESCO, Paris, 1982, p. 182).

Résumons les deux points précédents : de un, l'affirmation que Montréal ne rencontrerait pas les cibles gouvernementales relativement à la production d'eau potable est en large partie erronée; de deux, celle voulant que Montréal ait un réseau vétuste, parce qu'ancien considérant le contexte québécois et même nord-américain, mériterait d'être questionnée.

J'ajouterai ici une information qui, curieusement, n'est jamais donnée, à savoir que la production et la distribution de l'eau potable coûte à Montréal deux fois moins cher, au mètre cube, que dans la moyenne des 10 villes de 100 000 habitants et plus du Québec, trois fois et demie moins cher que la moyenne des 897 municipalités québécoises. C'est que nous avons cette chance, à Montréal, d'une part, de capter en aval des rapides de Lachine une eau abondante et déjà d'excellente qualité et, d'autre part, de distribuer l'eau potable par simple gravité, à partir des grands réservoirs situés sur les flancs du Mont Royal.

Ce qui nous amène à la décision de la maîtresse Plante d'investir massivement dans les infrastructures de l'eau.

Il est indéniable que les administrations montréalaises successives ont longtemps été laxistes sur la question de l'eau, laissant le réseau se détériorer sans lever le petit doigt, ce qui a trop souvent conduit à de spectaculaires ruptures de conduites. C'est pourquoi la *Politique nationale de l'eau*, forçant notamment Montréal à combler son retard d'investissement dans des délais raisonnables, s'imposait. Ce n'est toutefois qu'en 2006, au début de son second mandat, que l'administration Tremblay-Zampino a pris le problème à bras le corps : une taxe d'eau a été créée et il fut décidé d'implanter des compteurs d'eau dans les industries, commerces et institutions. C'est ainsi qu'au fil des ans, l'investissement dans les infrastructures de l'eau allait passer de 150 à 340 millions de dollars annuels, montant que la maîtresse compte porter à 500 millions dès cette année.

Mais au vu des informations qui précèdent, est-ce vraiment nécessaire ?

J'ai souvent posé cette question au conseil municipal. D'entrée de jeu, je faisais remarquer que l'eau est un sujet strictement réservé aux spécialistes, sur lesquels les profanes que sont les élus n'ont aucune prise : en d'autres mots, ces derniers, tout comme la population en général, n'ont d'autre choix que de croire ce que disent les ingénieurs. Je notais ensuite que plus on investit dans l'eau, plus on nous demande d'investir : de fait, alors que l'administration Tremblay-Zampino évaluait initialement à 2,5 milliards l'effort de

rattrapage à fournir, la plus récente évaluation, celle réalisée par l'INRS et dont le rapport fut publié en mai 2016, estime le déficit d'entretien à 6,8 milliards et propose conséquemment un rattrapage à hauteur 700 millions par année.

À partir du début 2009, mes interventions au conseil ont aussi porté sur les suspicions que tous commençaient à avoir relativement au dossier des compteurs d'eau, en plus d'évoquer que l'ensemble des contrats de travaux publics de la Ville, tout particulièrement ceux portant sur l'eau, semblaient être majorés d'un bon 20 % afin d'alimenter un vaste système de corruption. Les suites de la plainte que j'ai déposée à la Sureté du Québec le premier mai 2009, puis la Commission Charbonneau, ont démontré que dans un cas comme dans l'autre, il ne s'agissait pas de simples allégations.

Pour toute réponse, on me servait le sempiternel : **L'eau, c'est la vie !**

Qu'on se comprenne bien. Je ne soutiens pas ici que l'investissement dans les infrastructures de l'eau n'est pas une mission essentielle de toute municipalité et que Montréal n'avait pas à cet égard un sérieux travail de rattrapage à faire. Mais en acquiesçant aussi rapidement qu'elle vient de le faire à la nécessité de consacrer dès cette année 500 M\$ à cette fonction et en haussant en conséquence la taxe d'eau de plus de 10 %, et ce au mépris des informations factuelles les plus élémentaires sur le sujet, force est de constater que la mairesse Plante est tombée dans le piège tendu par la très hermétique et très persuasive industrie de l'eau. À court terme, elle en paie le prix politique. À moyen et long terme, c'est autant d'argent qu'elle n'aura pas pour financer adéquatement d'autres missions également essentielles de la Ville.

(1 332 mots)